



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 231bis -septembre 2013

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SPÉCIAL

ABOLISSONS LA PROSTITUTION !

SOMMAIRE

- 1 - Des sites pour mieux vous informer - Page 1
- 2 - Mobilisation pour soutenir le dépôt du projet de loi - Que faire - Page 1
- 3 - Faire enfin reculer la prostitution en France et engager la société auprès de ses victimes : Le principe est acquis, place à la loi ! - Communiqué de presse Abolition 2012 - Page 2
- 4 - Recommandations portées par les 55 associations du Collectif Abolition 2012 - Page 3
- 5 - Vidéo d'Osez le féminisme sur Rosen, survivante de la prostitution - Page 3
- 6 - le tumblr « [Prostitueurs](#) » - Page 3
- 7 - Lettre à François Hollande « Abolition du système prostitueur : maintenant, la loi ! » à co-signer par les associations - Page 4
- 8 - Planning Familial 75 signe l'appel Abolition 2012 - Page 5
- 9 - L'appel "Génération Abolition de la Prostitution" - Libération - 20/09/2013 - Page 5
- 10 - Tribune « Le Monde » - Prostitution : mobilisons-nous pour une loi d'abolition - 23 septembre
- 12 - RMC et prostitution : l'imposture dévoilée ! - Page 7

1 - Des sites pour mieux vous informer

<http://www.abolition2012.fr/>

<http://www.mouvementdunid.org>

<http://www.prostitutionetsociete.fr>

<http://www.scoop-it/t/prostitution-les-lobbys-pro-french-English> - Informations classées par rubriques (légales, rapports, articles, etc.) sur la prostitution. Régulièrement mis à jour.

<http://www.scoop.it/t/abolition2012> : infos sur le lobby pro-prostitution

<http://prostitueurs.tumblr.com/> : des commentaires de « clients »

2 - Mobilisation pour soutenir le dépôt du projet de loi - Que faire

Il suffit que les associations envoient un communiqué (vous pouvez vous inspirer du CP joint) accompagné d'un message très court (les conseillers survolent les mails, qu'ils reçoivent par centaines chaque jour). Du type : "Vous trouverez ci-joint le CP de (nom de l'association) qui accueille chaque année xx personnes ou qui représente xx organisations. Nous attirons votre attention sur le fait que, sur le terrain, nous attendons avec impatience la proposition de loi qui sera tirée du rapport de Maud Olivier.

L'objet du mail doit être clair : "Pour l'abolition du système prostitueur, passons aux actes - CP de association"

Les mails doivent être envoyés aux personnes suivantes :

Cabinet Droits des femmes

- Adressé à Madame la Ministre, najat.vallaud-belkacem@pm.gouv.fr
- Copie à Etienne.grass@pm.gouv.fr, fanny.jaffray@pm.gouv.fr, gilles.bon-maury@pm.gouv.fr

Cabinet Ayrault, référent-es égalité :

fabienne.klein-donati@pm.gouv.fr et matthieu.angotti@pm.gouv.fr;

Cabinet Hollande, référente égalité : constance.riviere@elysee.fr

Relations avec le Parlement : Guillaume VALETTE-VALLA guillaume.valette-valla@pm.gouv.fr

Justice : Nail Bouchira - nail.bouricha@justice.gouv.fr

Intérieur : sec.adm-territo@interieur.gouv.fr, à l'attention de Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

Pour info, adresser systématiquement les communiqués :

- A Danielle Bousquet, Haut conseil à l'égalité via romain.sabathier@pm.gouv.fr
- A Maud Olivier, via molivier@assemblee-nationale.fr
- A Catherine Coutelle, via claire.schmitt@catherinecoutelle.fr
- A Laurence Rossignol : l.rossignol@senat.fr

Et n'oubliez pas de faire un courrier à vos députés et à vos maires.

3 - Faire enfin reculer la prostitution en France et engager la société auprès de ses victimes : Le principe est acquis, place à la loi ! - Communiqué de presse Abolition 2012

Pour la troisième fois en deux ans, les député-es de tous bords s'accordent autour d'une refonte globale et cohérente des politiques publiques en matière de prostitution : après le rapport Bousquet-Geoffroy et la résolution réaffirmant la position abolitionniste de la France, le rapport d'information Olivier vient en effet d'être adopté à l'unanimité des membres de la délégations aux droits des femmes. Nos 55 associations de soutien aux personnes prostituées, de lutte contre les violences faites aux femmes et de promotion de l'égalité femmes-hommes s'en félicitent vivement et prennent date : la prostitution étant la dernière des violences faites aux femmes dont les victimes sont encore pénalisées et les auteurs impunis, nous exigeons l'adoption effective d'une loi pour le 25 novembre 2013 !

Nous prendrons le temps d'analyser avec attention chacune des 40 recommandations du rapport Olivier et les confronterons à l'expertise de terrain et de fond de chacune de nos associations. Mais nous saluons solennellement dès aujourd'hui les 4 grands axes du rapport :

- Mieux lutter contre les réseaux de traite et de proxénétisme ;
- Accompagner globalement les personnes prostituées, notamment en les aidant à sortir de la prostitution ;
- Renforcer l'éducation à la sexualité et la prévention ;
- Responsabiliser les clients et pénaliser l'achat d'actes sexuels.

Transposés en dispositions législatives, ces 4 axes permettraient d'engager toute la société auprès des victimes de cette forme particulièrement violente d'exploitation que représente la prostitution. Nous veillerons donc à ce que chacune de nos recommandations (voir ci-dessous) soient reprises à l'occasion de l'examen d'une grande loi globale abolitionniste.

Signataires : Amicale du Nid - Association contre la prostitution des enfants - Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail - Association femmes libres - Association française des femmes des carrières juridiques - Association Les Effronté-E-s - Centre de recherches internationales et de formation sur l'inceste et la pédocriminalité - Centre national d'information sur les droits des femmes et des familles - Chiennes de garde - Choisir la cause des femmes - Clara Magazine - Coalition against trafficking in women - Collectif Alouette - Collectif féministe contre le viol - Collectif fier-e-s et révolutionnaires du Parti communiste français - Collectif lesbiennes féministes baham - Collectif national droits des femmes - Comité permanent de liaison des associations abolitionnistes du proxénétisme - Commission genre et mondialisation d'ATTAC - Conseil national des femmes françaises - Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception - Coordination française pour le lobby européen des femmes - Coordination lesbienne en France - Elu/es contre les violences faites aux femmes - Encore féministes ! - Ensemble l'égalité c'est pas sorcier - Equipes d'action contre le proxénétisme - Espace Simone de Beauvoir - Fédération nationale GAMS - Fédération national solidarité femmes - Femmes en résistance - Femmes pour le Dire, Femmes pour

Agir - Femmes solidaires - FIT Une femme, un toit - Fondation Scelles - L'Escale - Le lobby européen des femmes - Le monde à travers un regard - Les moutons noirs - Les trois quarts du monde - Maison des Femmes, Paris - Marche mondiale des femmes - Mémoire traumatique et victimologie - Mouvement jeunes femmes - Mouvement du Nid - France - Mouvement national Le Cri - Osez le féminisme ! - Rajfire - Regards de femmes - Réseau féministe Ruptures - SOS les mamans - SOS sexisme - Zéromacho - Zonta club de France

www.abolition2012.fr

4 - Recommandations portées par les 55 associations du Collectif Abolition 2012

1 - L' inversion de la charge pénale : une exigence de justice et de protection des femmes !

- Abrogation du délit de racolage qui, depuis 1939, pèse injustement sur les personnes prostituées alors que sa rédaction permettrait d'interpeller les clients proxétueurs.
- Création d'un délit sanctionnant tout achat d'un acte sexuel pour mettre fin aux droits des hommes à imposer un rapport sexuel par l'argent

2 - Le renforcement de la politique pénale de lutte contre le proxénétisme et l'indemnisation de ses victimes

- L'arsenal juridique français en la matière est très bon mais doit être mieux utilisé, notamment en confisquant systématiquement les biens du proxénétisme en plus des peines de prison prononcées.
- Inclure le proxénétisme dans la liste des crimes les plus graves ouvrant le droit à une indemnisation (art 7 06-3 du Code de procédure pénale)

3 - De véritables alternatives à la prostitution, y compris pour les personnes étrangères.

- Lancement d'un plan Marshall pour les alternatives à la prostitution et financement d'un accompagnement social global vers une insertion socio professionnelle
- Mise en place d'un partenariat de confiance « Etat, association, personne prostituée » pour octroyer un titre de séjour aux personnes étrangères qui ne peuvent pas dénoncer leur proxète (peur des représailles, menaces sur la famille au pays) mais qui ont effectivement rompu avec le milieu prostitutionnel et s'engagent dans un programme de sortie de la prostitution, avec un accompagnement associatif.

4 - Une politique ambitieuse d'éducation à l'égalité et à la sexualité, de prévention et d'information.

- Développement d'une politique ambitieuse d'éducation à la sexualité et à l'égalité entre les filles et les garçons incluant une lutte contre le sexisme.
- Mise en place d'une politique de prévention des risques prostitutionnels.
- Mise en place de la formation des professionnels (police, justice, travail social, professionnels de la santé)
- Mise en oeuvre de campagnes de sensibilisation à la violence que constitue la prostitution et dénonciation de l'achat de tout acte sexuel (tel que prévu dans le plan interministériel de lutte contre les violences 2011-2013).

5 - Video d'Osez le féminisme sur Rosen, survivante de la prostitution

http://www.dailymotion.com/video/x153frw_rosen-survivante-de-la-prostitution-avec-http-lesjeunespourlabolition-fr_news?start=52

6 - le tumblr « Proxétueurs »

« Proxétueurs » est un Tumblr qui reprend les commentaires laissés par les clients sur Internet, à propos des prostituées. Dans leurs mots, la déshumanisation des travailleuses du sexe est totale.

On dit que c'est un métier, ce serait même « le plus vieux métier du monde ». Dans cette optique, la prostitution ne serait guère plus qu'une vulgaire prestation de service. C'est précisément ce qui ressort des commentaires laissés par les « clients » sur les sites d'évaluation des agences d'escort-girls.

Lise Bouvet a repris certains de ces commentaires sur un Tumblr intitulé Prostitueurs : « le client prosti-tueur, parlons de SON choix ». Et les commentaires sont à glacer le sang. Attention, certaines descriptions de violences sexuelles contenues dans ces extraits peuvent choquer.
<http://prostitués.tumblr.com/>

7 - Lettre à François Hollande « Abolition du système prostitueur : maintenant, la loi ! » à co-signer par les associations

Souhaitez-vous apparaître dans les signataires de cette lettre ? Si oui, il suffit de l'indiquer en remplissant le formulaire ici : <http://www.emailmeform.com/builder/form/k5dWCdq5Xz2Fwe68V> comme vous le savez sans-doute, un rapport parlementaire "Lutter contre le système prostitueur" a été rendu public cette semaine par Maud Olivier, députée de l'Essonne. Ce rapport ouvre la voie à une proposition de loi abolitionniste qui affirmerait que la prostitution constitue une violence et que la France doit se donner les moyens de la faire reculer, notamment en pénalisant l'achat de services sexuels. Nos associations ont rédigé une lettre ouverte au Président de la République lui demandant de tirer les conclusions de ce rapport et d'appuyer le vote d'une loi pour l'abolition du système prostitueur. Vous la trouverez en pièce jointe. Nous proposons que cette lettre soit co-signée par toutes les associations, locales ou nationales, qui luttent au quotidien contre les violences faites aux femmes.

« Monsieur le Président, Vous vous êtes exprimé à plusieurs reprises depuis votre élection pour affirmer votre volonté de tout mettre en œuvre pour lutter contre les violences faites aux femmes. Nos xx associations, engagées partout en France pour faire reculer ces violences et soutenir les femmes victimes, vous appellent à transformer vos déclarations en actes.

Fortes de nos expériences multiples, nous vous l'affirmons : il ne sera pas possible de faire reculer durablement les violences sexistes et sexuelles en France tant que nous tolérerons que s'exerce en toute impunité l'une des plus insupportables d'entre elles : la prostitution.

En ratifiant dès 1960 la Convention des Nations Unies du 2 décembre 1949 puis en adoptant en décembre 2011 une résolution parlementaire réaffirmant sa position abolitionniste, la France a solennellement affirmé que la prostitution constitue une atteinte majeure à la dignité de la personne humaine. Candidat à l'élection présidentielle de 2012, vous avez vous-même réaffirmé que la prostitution constitue non seulement une exploitation de toutes les précarités mais aussi une violence extrême, qui s'exerce en grande majorité sur les femmes les plus vulnérables.

Des dizaines de milliers de personnes subissent chaque jour cette violence sans que les auteurs ne soient ni poursuivis, ni condamnés, ni même responsabilisés. Quel message envoyons-nous aux futurs citoyens et futures citoyennes de notre pays en tolérant que l'on puisse acheter le corps des femmes, exploiter leur situation de précarité sociale pour leur imposer un acte sexuel sans désir ?

Nous ne vous demandons pas de faire disparaître du jour au lendemain un fait social qui existe depuis des millénaires. Il faut du temps et nous y travaillons. Votre responsabilité par contre est d'impulser un mouvement. Monsieur le Président nous attendons de vous que vous engagiez la France, ses citoyennes et ses citoyens dans une démarche de progrès inédite pour notre pays : celle d'affirmer que l'horizon de l'égalité est possible. Pour toutes et tous.

Monsieur le Président, c'est un cri d'alerte que vous envoient nos associations.

Nous travaillons sans relâche, avec des moyens insuffisants, pour prévenir, accueillir, accompagner, ou soigner, informer et former. Nous ne cessons de dénoncer toutes les violences : viol, harcèlement sexuel, violences conjugales, coups, insultes, mariages forcés, mutilations sexuelles, prostitution... . Si votre objectif, comme vous l'avez souvent affirmé, est d'en finir avec les violences sexistes et sexuelles, nous comptons sur vous pour faire en sorte que la France adopte une loi pour l'abolition du système prostitueur.

Premières signataires : Collectif Féministe contre le Viol, Collectif National Droits des femmes, Fédération Nationale GAMS, Femmes Solidaires, Mouvement du Nid, Osez le féminisme, Solidarité Femmes

8 - Planning Familial 75 signe l'appel Abolition 2012

L'association départementale du Planning Familial de Paris a signé en son nom propre l'appel "Abolition 2012" regroupant 54 associations féministes pour une abolition du système prostitueur. Cet engagement illustre une divergence partielle de notre association avec la position prise par notre mouvement à l'échelle nationale.

Notre point de vue est spécifique : nous considérons que la prostitution est une violence faite aux femmes qui doit justifier des réponses sociales, éducatives, politiques et pénales.

Nous pensons que la loi doit pénaliser le délit d'achat de service sexuel, à la fois pour renverser la charge pénale (qui pesait jusqu'alors sur les femmes prostituées à travers le délit de racolage passif) sur les proxénètes et les "clients", acteurs clés du système prostitutionnel, mais aussi pour renforcer l'éducation à la sexualité, l'égalité entre garçons et filles. La sexualité ne s'achète pas et l'on ne doit pas pouvoir acheter le consentement de l'autre, quels que soient sa situation et son sexe.

Les femmes en situation de prostitution doivent pouvoir sortir de la précarité, obtenir des papiers, avoir accès aux soins et acquérir les moyens d'un (vrai) libre choix. Seule une politique volontaire et globale contre les violences faites aux femmes et pour l'émancipation économique, sociale, politique et sexuelle de celles-ci pourra répondre à ces besoins.

9 - L'appel "Génération Abolition de la Prostitution" - Libération - 20/09/2013

Héritier-e-s des combats pour l'égalité entre les femmes et les hommes et pour l'émancipation, nous appelons les jeunes à reprendre le flambeau. Nous défendons les acquis féministes - à commencer par le droit à l'avortement. Nous devons maintenant gagner de nouvelles libertés pour tout-e-s.

La prostitution est aujourd'hui la forme la plus brutale de la domination masculine. Elle est un obstacle à toute liberté sexuelle. Elle est un rempart contre l'égalité. Touché-e-s par la précarité et la misère, les jeunes sont les principales cibles du système prostitueur. En moyenne, les personnes prostituées le sont pour la première fois à 14 ans. Cela équivaut souvent à une condamnation à mort. L'espérance de vie des personnes prostituées est de 34 ans aux États-Unis. Elles subissent des violences. Elles sont davantage exposées aux infections sexuellement transmissibles. Elles sont stigmatisées, marginalisées, rejetées. Celles qui survivent à la prostitution gardent d'importants stigmates psychologiques.

Les victimes sont presque toujours des femmes, dont le désir sexuel est nié et à qui on impose un rapport sexuel en échange d'argent. Les clients sont toujours des hommes : ils achètent et imposent leurs propres désirs. Les proxénètes sont presque toujours des hommes qui en tirent profit au service d'une économie parallèle souvent internationale.

Nous refusons l'indifférence. En se taisant, notre société se fait complice de ce système archaïque. De nombreux discours s'en accommodent même en le justifiant au nom d'une soi-disant "liberté" de se prostituer. Un "choix" dicté par la misère, la domination masculine et les conditions d'exploitation économique, ce n'est jamais une liberté. De plus, la majorité des personnes prostituées sont les victimes des pratiques de l'esclavage moderne et de la traite des femmes. La seule liberté qui existe, c'est celle donnée aux clients d'abuser sexuellement des femmes.

Nous avons notre mot à dire sur la société dans laquelle nous voulons grandir et nous épanouir. Le marché, c'est la loi du plus fort. Faire de la sexualité un marché, c'est renoncer à l'égalité. Nous affirmons que lorsqu'il s'agit des sexualités, là où le désir libère, l'argent emprisonne. Nous refusons que la loi du marché piétine nos désirs sexuels : ils ne sont pas négociables, que l'on soit femme ou homme, quel que soit notre milieu social d'origine, notre orientation sexuelle ou notre couleur de peau. Nous souhaitons une société libérée, où l'égalité entre les femmes et les hommes, la justice et la protection des plus démunis-e-s sont garantis. Ce sont les conditions essentielles pour que la liberté sexuelle ne soit pas un simple slogan mais bien une réalité pour toutes et tous.

Aujourd'hui, en France, on pénalise les personnes prostituées, alors que les clients, eux, ne sont jamais inquiétés. Au contraire, à l'instar des 73 % des 18-25 ans, nous voulons que soient enfin pénalisés les clients pour en finir avec cette impunité et que soient protégées les personnes prostituées. Nous voulons que soient renforcés les moyens de lutte contre toutes les formes de proxénétisme et que leurs victimes puissent voir leur préjudice réparé. Nous voulons aussi agir à la racine : généraliser les actions d'éducation à la sexualité et à l'égalité dès le plus jeune âge et mettre fin à toutes les représentations sexistes qui viennent nourrir le système prostitueur.

Notre combat n'est pas une leçon de vertu, c'est un **combat social et politique**. On nous rétorquera qu'on ne peut pas renverser une pratique séculaire. Nous répondrons que ce sont les mêmes arguments qui hier justifiaient la peine de mort ou l'esclavage. Tous deux ont été abolis. A nous d'en faire de même et d'être la génération de l'abolition. A nos élu-e-s qui détiennent aujourd'hui le pouvoir législatif, d'abolir le système prostitueur et de créer les conditions de sexualités égalitaires et libérées pour tou-te-s. A François Hollande, de comprendre l'urgence qui est la nôtre.

Premier-e-s signataires: - Fatima Benomar, Secrétaire Générale des EffFRONTé-e-s - Ivan Demanthon, Président de l'Union Nationale Lycéenne (UNL) - Vanessa Favaro, Présidente de La Mutuelle des Etudiants (LMDE) - Nordine Idir, Secrétaire Général du Mouvement des Jeunes Communistes Français (MJCF) - Anne-Cécile Mailfert, Porte Parole d'Osez le féminisme ! (OLF) - Thierry Marchal-Beck, Président du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) - Hugo Pompugnac, Secrétaire Général de l'Union des Etudiants Communistes (UEC) - Emmanuel Zemmour, Président de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF).

<http://www.lesjeunespourlanolition.fr/>

10 - Tribune « Le Monde » - Prostitution : mobilisons-nous pour une loi d'abolition - 23 septembre

La complaisance a assez duré. C'est le sentiment de l'urgence qui nous pousse aujourd'hui, quelle que soit la diversité de nos horizons, à nous mobiliser ensemble autour d'un vrai mouvement citoyen.

Contre tous les poncifs qui nous sont trop souvent servis dans les médias - mal nécessaire, projet liberticide - nous affirmons la nécessité et la cohérence de notre engagement pour l'abolition du système prostitueur. Pourquoi s'être mobilisé-es contre les violences et les discriminations, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, pour le droit de chacun-e à disposer de son corps, si c'est pour laisser prospérer un système porteur d'une double-violence, sociale et sexuelle ?

Bastion d'une inoxydable tradition patriarcale de mise à disposition du corps, et donc de la personne des femmes, au profit de prétendus besoins sexuels masculins, ce système consacre le droit du client prostitueur à imposer un acte sexuel par l'argent. En exploitant la précarité et les vulnérabilités des personnes en situation de prostitution, ce système archaïque met à mal tous les efforts visant à vivre une véritable égalité où le désir est réciproque et le plaisir partagé. Il nie le seul véritable droit : celui à une sexualité libérée de toutes les injonctions, qu'elles soient morales, psychologiques ou financières.

Les violences faites aux femmes : Comme le viol, le viol conjugal ou le harcèlement sexuel, le système prostitueur ne relève pas de la sexualité mais des violences sexuelles. Comment penser qu'un système qui repose sur la négation systématique du désir de l'autre et le rapport de force financier relève de la sexualité dans ce qu'elle a de libre et d'épanouissant ? Les associations de soutien aux personnes prostituées et de lutte contre les violences faites aux femmes le constatent chaque jour : la répétition d'actes sexuels non désirés, même lorsqu'ils sont consentis, est en soi une violence sexuelle aux conséquences physiques et psychologiques équivalentes aux autres formes de violence sexuelle.

Non, l'abolition du système prostitueur n'est pas une utopie, si ce n'est au sens que Victor Hugo donnait à ce mot, une "*réalité de demain*". Loin de constituer une volonté d'éradication, elle engage enfin une politique résolue qui donne un cap à notre société, qui responsabilise pénalement les acteurs de ce système et offre enfin des alternatives aux personnes en situation de prostitution.

L'abolition du système prostitueur ne fera certes pas disparaître la prostitution du jour au lendemain. Mais elle engagera résolument la société tout entière aux côtés des victimes de ce système d'exploitation et contre ceux qui en tirent profit.

Car qui se satisferait du statu quo ? Des personnes prostituées toujours considérées comme des délinquantes, une impunité persistante des clients prostitueurs, des étrangères exposées à la menace de l'expulsion quand il faudrait les protéger des réseaux qui les exploitent...

Le temps est venu de changer radicalement de perspective. Ce que nous exigeons aujourd'hui, c'est la mise en place, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, d'une politique réellement abolitionniste permettant de tarir les entrées dans la prostitution et de multiplier les possibilités d'en sortir. Il s'agit d'un devoir éthique.

Pour l'adoption d'une politique globale : C'est pour cela que nous nous engageons pour l'adoption d'une politique globale incluant - L'inversion de la charge pénale par l'abrogation du délit de racolage et l'interdiction de tout achat d'un acte sexuel. - Un plan national d'alternatives à la prostitution par un soutien social global aux personnes prostituées françaises et étrangères désirant s'extraire de la violence prostitutionnelle. - La mise en œuvre effective de la confiscation des biens du proxénétisme et l'indemnisation effective de ses victimes. - Le développement d'une politique ambitieuse d'éducation à l'égalité et à la sexualité.

Nous déclarons haut et fort qu'il est lâche et hypocrite de se réfugier derrière le "consentement" des personnes prostituées pour s'empressement de ne rien faire. Nous savons pertinemment que le "consentement" n'a de sens qu'au regard des options et alternatives réelles de chacun-e. Or, face aux tentatives de banalisation du "travail sexuel" et en l'absence d'une prise de conscience collective et de moyens effectifs, un très grand nombre de personnes prostituées ne dispose d'aucune alternative réelle à la prostitution.

Que certain-e-s consentent à travailler pour moins que le smic ou à se séparer un organe pour survivre, n'a jamais justifié les salaires en dessous du smic ni l'achat d'un organe. Nul ne doute plus du fait que, face aux inégalités, ce seront toujours les plus vulnérables qui en seront réduits à sacrifier leur force de travail ou leur intégrité physique. Si certains font le choix de la loi de la jungle - que les plus forts soient libres d'exploiter les plus faibles tant que ceux-ci, sans alternatives, y consentent -, nous sommes fier-e-s de faire le choix du contrat social et d'un projet de société progressiste.

En cela, notre mobilisation dépasse largement la question de la seule prostitution. Et c'est pourquoi nous vous invitons à vous engager à nos côtés pour faire le choix de l'égalité entre les femmes et les hommes, le choix d'une sexualité vécue dans la réciprocité et l'égalité, une sexualité libérée du carcan de la domination et des violences mais aussi - et c'est là un véritable changement de société - de celui du marché !

Premier(e)s signataires : Pouria Amirshahi, député (PS) ; François André, député (PS) ; Sophie Auconie, députée européenne (UDI) ; Roselyne Bachelot, ancienne ministre (UMP) ; Marie-Noëlle Batistelle, députée (PS) ; Philippe Bies, député (PS) ; Martine Billard, co-présidente du Parti de Gauche ; Erwan Binet, député (PS) ; Maryvonne Blondin, sénatrice (PS) ; Brigitte Bourguignon, députée (PS) ; Danielle Bousquet, ancienne députée (PS) ; Marie-Georges Buffet, députée (PC) ; Sabine Buis, députée (PS) ; Sylviane Bulteau, députée (PS) ; Claire-Lise Campion, sénatrice (PS) ; Fanélie Carrey-Conte, députée (PS) ; Marie-Françoise Clergeau, députée (PS) ; Philip Cordery, député (PS) ; Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux droits des femmes à l'AN (PS) ; Pascale Crozon, députée (PS) ; Laurence Dumont, députée (PS) ; Geneviève Gaillard, députée (PS) ; Jean-Marc Germain, député (PS) ; Jérôme Guedj, député (PS) ; Adeline Hazan, Secrétaire nationale aux droits des femmes du PS ; Sandrine Hurel, députée (PS) ; Chantal Jouanno, sénatrice (UDI) ; Armand Jung, député (PS) ; Philippe Kaltenbach, sénateur (PS) ; Fabienne Keller, sénatrice (UMP) ; Nicole Kiil-Nielsen, députée européenne (EELV) ; Chaynesse Khirouni, députée (PS) ; Bernadette Laclais, députée (PS) ; Pierre Laurent, sénateur (PC) ; Claudine Lepage, sénatrice (PS) ; Jean-Pierre Le Roch, député (PS) ; Valérie Létard, sénatrice (UDI) ; Michelle Meunier, sénatrice (PS) ; Jacques Moignard, député (RRDP) ; Ségolène Neuville, députée (PS) ; Philippe Nogues, député (PS) ; Maud Olivier, députée (PS) ; Luce Pane, députée (PS) ; Hervé Pellois, député (SRC) ; Martine Pinville, députée (PS) ; Anny Poursinoff, ancienne députée (EELV) ; Michel Pouzol, député (PS) ; Barbara Romagnan, députée (PS) ; Laurence Rossignol, sénatrice (PS) ; Gwendal Rouillard, député (PS) ; Julie Sommaruga, députée (PS) ; Marie-Jo Zimmermann, députée (UMP)

11 - Dernière position de Mme Najat Vallaud-Belkacem - 30 septembre - France Inter

La ministre des Droits des femmes et porte-parole du [gouvernement](#), Najat Vallaud-Belkacem, était l'invitée ce dimanche, de 18h10 à 19 heures, de l'émission «Tous politiques», avec [France Inter](#) et [Le Parisien](#) Elle a jugé «légitime» de poser la question de la «responsabilisation» des clients de prostituées, mais sans aller «nécessairement» jusqu'à une peine de prison. «Il est un dernier acteur de l'ensemble prostitutionnel auquel on ne s'est pas intéressé pour le moment, c'est le client. Et moi j'estime que la question de la responsabilisation du client est tout à fait légitime», a déclaré Mme Vallaud-Belkacem.

«Nous sommes en train d'y travailler avec la délégation aux droits des femmes (de l'Assemblée nationale, ndlr) qui a proposé cette loi. Ce sont les modalités qui restent à définir», a-t-elle précisé. «Les parlementaires ont proposé une pénalisation. Qui dit pénalisation dit y compris peine de prison, mais d'autres possibilités existent, l'amende, le stage de responsabilisation... Il est d'autres manières de procéder que nécessairement la peine de prison», a-t-elle estimé.

«Nous allons abroger le délit de racolage passif, car les prostituées ne sont pas des coupables mais des victimes», a également déclaré NVC.

12 - RMC et prostitution : l'imposture dévoilée !

Aujourd'hui, alors que deux députées ont déposé un rapport sur une proposition de loi à inscrire au calendrier législatif, qui propose une très timide pénalisation du client (au regard des violences subies par les personnes prostituées du fait que ces hommes paient pour disposer d'êtres humainEs), une grande chaîne de radio nationale lance une pétition contre cette pénalisation.

Affirmant que Brigitte Lahaie, animatrice, s'oppose à la pétition, ils invitent à la signer en ajoutant "nous nous opposons à cette proposition de loi". Qui sont-ils pour le faire ? Des spécialistes de la question ? Des militantEs qui ont travaillé des années au plus proche de la réalité de la prostitution ? Non, simplement des hommes et quelques femmes instrumentalisées pour défendre ce scandaleux "droit de l'homme".

Le droit de quoi ? Avoir des fantasmes, comme le disait il y a quelques jours une militante pro-prostitution ? Non, il ne s'agit pas de cela. Ce droit qu'ils ont, c'est celui de détruire des femmes par une violence sans nom.

Alors tous les jours, à nous, féministes, on nous reproche notre "partialité" lorsque nous dénonçons les violences masculines. On nous censure lorsque nous voulons exprimer notre libre opinion. Les tribunes des abolitionnistes sont régulièrement rejetées de journaux comme [Le Monde](#), même signées par 55 associations... On nous reproche de vouloir censurer les "artistes" lorsque ceux-ci lancent de véritables appels au viol, ou, sous couvert de "ne surtout pas avoir de message", se font le jeu des pro-prostitution (#Ozon).

Et là, une grande chaîne de radio nationale se fait le porte-voix d'une pétition contre la pénalisation des clients ? Enfin, la partialité des médias éclate donc au grand jour. L'imposture est dévoilée. Alors merci, [RMC](#), au moins maintenant les choses sont claires !

PS : ah oui, et j'aime bien le (e) entre parenthèse, pour faire croire qu'il y a aussi des clientes...